



CAMPS DE RÉFUGIÉS DE MAE LA

Observatoire des Camps de Réfugiés
Pôle Asie

Peyman Baghdadi
Mai 2020



CAMPS DE RÉFUGIÉS DE MAE LA

Localisation du camp	3
CONTEXTE DE CRÉATION DU CAMP	4
Contexte historique de la création des camps	6
Population accueillie	7
LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE	7
LA GESTION DU CAMP	7
Les gestionnaires du camp	11
LES SERVICES ASSURÉS DANS LE CAMP	14
PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS DES RÉFUGIÉS	14
Baisse des financements internationaux	14
Problème de confinement dans des camps	14
Situation psychologique des habitants	14
Problème de l'apatridie des jeunes nés au sein du camp	15
Une efficacité relative de la politique de rapatriement	16

Localisation du camp de MAE LA



Tha chanson district Yang,
province de Tak dans le quartier
Plage Dawna

Le camp de Mae La est structuré en 3 zones différentes (A/B/C), comprenant au total 21 sections. Le camp est situé à 8 kilomètres de la frontière birmane et à 57 kilomètres de la ville de Mae Sot. L'accès au camp est possible à la fois en voiture, mais également en transports publics.

COORDONNÉES GÉOGRAPHIQUES : 7°08'39.5"N 98°24'53.8"E
17.144311, 98.414933
CARTE : GOOGLE MAPS



Carte : 9 camps de réfugiés situés près de la frontière entre la Birmanie et la Thaïlande, ESRI

CONTEXTE DE CRÉATION DU CAMP

Le camp de Mae La est le plus grand ainsi que le plus peuplé des 9 camps de réfugiés bordant la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie. Le camp a été établi en 1984, suite à l'arrivée de 1 100 individus du groupe ethnique des Karens.

Les Karens sont un groupe ethnique tibéto-birman, formant



**4 MILLIONS
D'INDIVIDUS**

90%



10%



Ils constituent actuellement la seconde minorité ethnique en Birmanie.

L'origine de leurs persécutions remonte à l'indépendance de la Birmanie en 1948. Au tournant des années 1940, les Karens réclamèrent un **Etat indépendant** au pouvoir birman se mettant en place au fur et à mesure en se libérant de la tutelle britannique. Le Karen National Union (KNU) est créé en 1947 en tant qu'organisation politique représentant la minorité Karen. Afin d'appuyer les revendications de l'organisation, **une milice armée, la Karen National Liberation Army (KNLA)**, a également vu le jour durant la même année. Malgré quelques tentatives de création d'un Etat indépendant, à la fois par la voie législative mais également militaire, le pouvoir birman a contenu les nombreuses tentatives du KNU durant quatre décennies. En 1984, l'armée birmane a lancé une offensive militaire contre la KNU et ses autorités qui contrôlaient certaines régions de la Birmanie, ce qui entraîna la chute de l'organisation politique et l'étouffement progressif des revendications du peuple Karen. **Cette situation créa un afflux progressif de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés Karens migrant vers la Thaïlande.**

(1) Données publiées par l'ONG « Handicap International ».

1948

L'ORIGINE DE LEURS PERSÉCUTIONS REMONTE À L'INDÉPENDANCE DE LA BIRMANIE

1984

LE CAMP A ÉTÉ ÉTABLI SUITE À L'ARRIVÉE DE 1 100 INDIVIDUS DU GROUPE ETHNIQUE DES KARENS.

1984

L'ARMÉE BIRMANE A LANCÉ UNE OFFENSIVE MILITAIRE CONTRE LA KNU ET SES AUTORITÉS QUI CONTRÔLAIENT CERTAINES RÉGIONS DE LA BIRMANIE

2012

LES ACCORDS DE CESSEZ-LE-FEU DU 12 JANVIER 2012, ENTRE LES DIRIGEANTS BIRMANIS ET LA KNU, ONT PERMIS D'APAIER LA SITUATION

Il semblerait que le conflit entre les Karens et l'armée birmane soit considéré comme **l'une des plus longues guerres civiles en cours dans le monde**. Durant ces quelques décennies, les Karens ont subi de nombreuses persécutions par le pouvoir birman, notamment avec la centralisation de l'État qui a eu pour conséquence un appauvrissement des premiers. En effet, de nombreux **Karens ont été victimes de menaces, de discriminations dans l'obtention d'un travail**, et ont vu des terres leur être confisquées. Ces différents facteurs ont entraîné le déplacement de milliers de Karens vers la Thaïlande.

De nos jours, il est difficile d'estimer si les Karens sont toujours la cible de persécutions. En effet, les accords de cessez-le-feu du 12 janvier 2012, entre les dirigeants birmanis et la KNU, ont permis d'apaiser la situation. Toutefois, selon les dernières estimations(1) plus de 140 000 individus Karens seraient actuellement réfugiés en Thaïlande et regroupés au sein des 9 camps bordant la frontière. En ce qui concerne Mae La, il y aurait plus de 35 502 personnes (la grande majorité Karens) vivant dans ce camp et le nombre ne cesserait d'augmenter.

LA POPULATION ACCUEILLIE

32 502*

nombre de personnes estimées dans le camp de MAE LA (3)

51,1%



48,9%

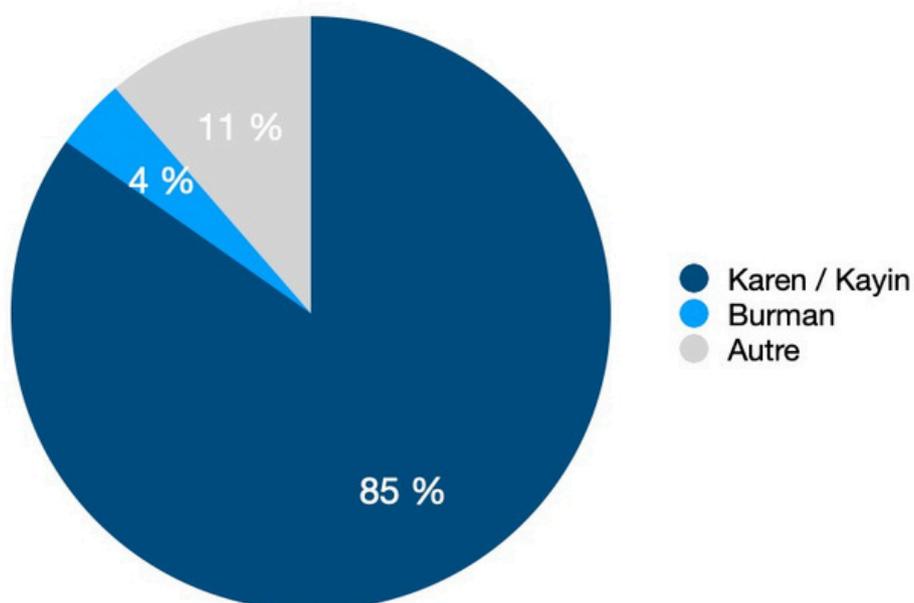


11,2 % sont des enfants de 0 à 5 ans



55,5 % sont des adultes

Différentes ethnies sont présentes au sein du camp :



LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

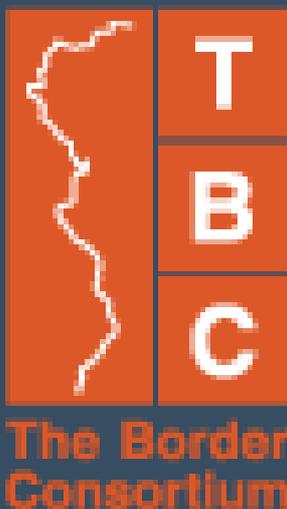
Bien que la Thaïlande est une terre d'asile abritant autour de **4 millions de migrants** (chiffres de 2019)(26), pays étant situé au centre de différents mouvements migratoires, elle n'est pas signataire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. En ce qui concerne l'administration et la gestion du camp de Mae La – ainsi que des 8 autres camps bordant la frontière birmane -, **le ministère de l'Intérieur** est en charge de ce domaine. Le KRC, TBC et le HCR sont en appui au ministère en terme de gestion. En ce qui concerne le cadre juridique, **la légalisation thaïlandaise restreint d'une certaine manière la liberté de déplacement et d'entreprise des personnes réfugiées**. A titre d'exemple, les réfugiés urbains vivant en dehors des camps qui sont surpris par les autorités sont passibles de détention ou d'expulsion du territoire. De plus, les réfugiés ne sont officiellement pas autorisés à travailler en Thaïlande. Cette situation politique tend à confiner les migrants au sein de camps, sans réelles possibilités d'avenir.

LA GESTION DU CAMP

Selon un rapport(4) du HCR de juin 2019, **le ministère de l'Intérieur thaïlandais est responsable de l'administration des 9 camps bordant la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie**. Un comité nommé, en lien avec le Karen Refugee Committee (KRC), gère directement les affaires du camp.

Liste des organes présents dans les camps et leurs rôles (ces données proviennent du rapport du HCR de juin 2019 et celui de l'ONG TBC d'octobre 2019)

COORDINATION GÉNÉRALE :



The Border Consortium (TBC)(5) : principale organisation sur le terrain, à l'origine de Consortium of Christian Agencies, TBC est **une organisation non-gouvernementale (ONG) thaïlandaise** qui est apparue en 1984. Sa création a pu se faire à la suite d'un appel du ministère de l'Intérieur thaïlandais, ce dernier souhaitant sous-traiter la gestion des camps de Karens à une structure autonome. TBC est une alliance de **neuf ONG étrangères** :

4 Rapport du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Mae La Temporary Shelter, 30 juin 2019.

5 Site de l'ONG « The Border Consortium » (TBC).



« COMMUNITY-BASED ORGANISATIONS » (CBOS)

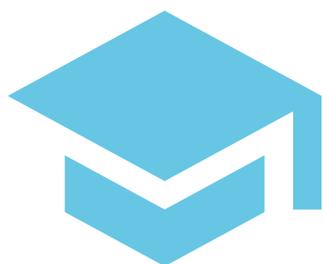
Autrement dit des organisations communautaires qui participent à l'organisation et la gestion du camp en assurant différents services essentiels aux personnes vivant à Mae La. Les trois principales organisations communautaires présentes sur le camp sont : **Karen Refugee Committee (KRC), Karen Women's Organisation (KWO) et Karen Students Network Group (KSNG).**

RÉPARTITION DES COMPÉTENCES EN MATIÈRE DE PROTECTION

SANTÉ ET PSYCHOLOGIE

ONG : International Rescue Committee (IRC) et Handicap International (HI)

Organisations communautaires : Child Protection Committee (CPC) et Karen Women's Organisation (KWO)



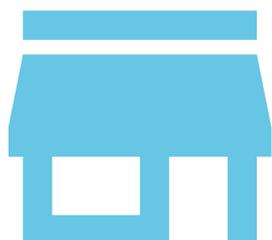
EDUCATION

ONG : Adventist Development and Relief Agency (ADRA), Right to Play et Save the Children International

Organisations communautaires : Karen Women's Organisation (KWO), Karen Youth Organisation (KYO) et Karen Students Network Group (KSNG).

NOURRITURE

ONG : The Border Consortium (TBC) et International Rescue Committee (IRC)



LOGEMENT

ONG : The Border Consortium (TBC)



EAU, HYGIÈNE, ASSAINISSEMENT

ONG : International Rescue Committee (IRC) et Catholic Office for Emergency Relief and Refugees (COERR)

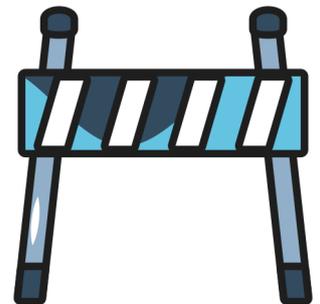
PROTECTION

Agence onusienne : Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR)

ONG : The Border C

onsortium (TBC), International Rescue Committee (IRC) et Drug and Alcohol Recovery and Education Network (DARE)

Organisations communautaires : Child Protection Committee (CPC)



MOYENS DE SUBSISTANCE, JEUNESSE ET SPORT

ONG : Right to Play(6), Handicap International (HI), Adventist Development and Relief Agency (ADRA) et Catholic Office for Emergency Relief and Refugees (COERR)

Organisations communautaires : Karen Youth Organisation (KYO), Pwo Karen Literature and Culture Committee (PKLCC) et Muslim Women's Organisation (MWO)



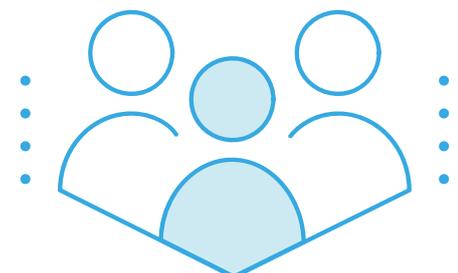
SOCIÉTÉ CIVILE (ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES UNIQUEMENT)

Vie politique : Karen Refugee Committee (KRC)

Journalisme : Karen Students Network Group (KSNG)

Mineurs isolés et orphelins : Child Protection Committee (CPC)

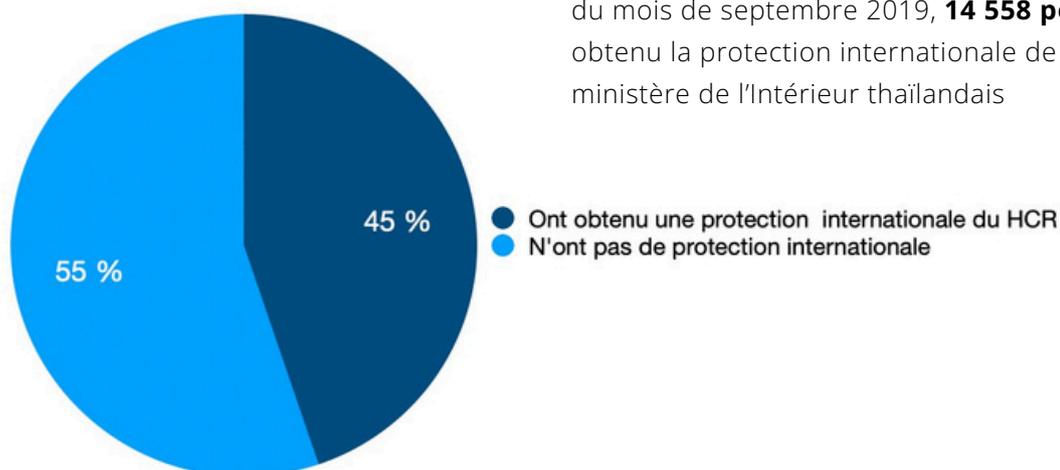
Violences sur le genre et sexuelles : Sexual and Gender-Based Violence Committee (SGBVC).



SERVICES ASSURÉS DANS LE CAMP

SYSTÈME DE DÉLIVRANCE DES PROTECTIONS INTERNATIONALES

Selon les données récoltées par le « The Border Consortium » (TBC(7)) du mois de septembre 2019, **14 558 personnes** du camp de Mae La ont obtenu la protection internationale de la part du HCR en lien avec le ministère de l'Intérieur thaïlandais



L'ACCÈS À LA NOURRITURE

The Border Consortium est le principal pourvoyeur de nourriture et de combustible de cuisson au sein du camp. Depuis quelques années, la priorité de TBC, avec l'appui du ministère de l'Intérieur thaïlandais, est de **subvenir aux besoins des plus vulnérables en terme de nourriture**. Avec cet objectif, l'ONG a élaboré un système de distribution, le « **Community Managed Targeting** » (CMT), permettant l'accès basique à la nourriture grâce au Food Card System (FCS) (8).

Actuellement, chaque ménage possède une FCS. Les vendeurs liés au FCS mettent à disposition gratuitement 40 produits alimentaires (légumes, œuf, poissons, viandes) pour les personnes vivant dans le camp. Les ménages ayant une capacité financière supérieure peuvent également acheter des produits lorsqu'ils le souhaitent. Parallèlement, le FCS fournit le matériel nécessaire aux fournisseurs accrédités afin de les aider à lancer leurs activités économiques.

En ce qui concerne la distribution de la nourriture, **la coordination est gérée par des réfugiés** qui sont supervisés et appuyés par l'équipe de TBC. Chaque zone du camp possède un FCS Working Group (FCSWG) comprenant des membres nommés par TBC. Ces derniers ont pour missions de gérer globalement le programme de distribution alimentaire et de former les fournisseurs liés au FCS.

Il existe 5 entrepôts « warehouse » (WH 1 – WH 5) de distribution et de stockage au sein de Mae La, répartis selon les 3 zones du camp (A/B/C). TBC fournit les outils pour la chaîne d'approvisionnement pour chaque étape du cycle mensuel.

7 Rapport de The Border Consortium (TBC), Mae La Camp Profile, Octobre 2019.

8 Rapport de The Border Consortium (TBC), Mae La Camp Profile, Octobre 2019.

L'ACCÈS AU LOGEMENT

La grande majorité des habitations du camp de Mae La sont bâties à base de **planches de bois et de bambous**, ainsi qu'en **toit de chaume**. Les habitations ont été construites à la fois en fonction des moyens disponibles mais également selon les coutumes traditionnelles. The Border Consortium est le quasi-unique de la gestion des logements.

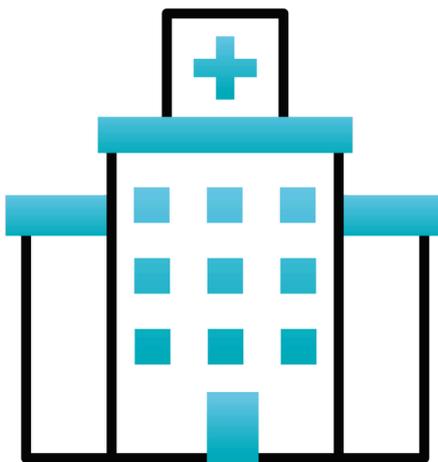
TBC, en lien avec le Shelter Working Groups (SWG), a développé un programme nommé « **Shelter Settlement Support** » ayant pour objectif de renforcer les capacités techniques des habitants pour assurer la pérennité des logements.

Egalement, afin de fournir le même service à chaque ménage en terme d'habitation, le programme a mis en place un *Housing Policy* (9).

Ce dernier est un guide permettant aux ménages de faire appel à une assistance particulière en cas de besoins (travaux, sécurité, etc.).

Il est à noter que des cas d'incendies(10) ont été déclarés par l'ONG Handicap International. Le camp étant surchargé, les habitations tendent à se dégrader. **Ces dernières étant composées principalement en bois, le risque d'incendie est assez élevé.**

L'ACCÈS À LA SANTÉ



2 HÔPITAUX AU SEIN DE MAE LA (CARTE DE TBC À L'APPUI)(12).

Selon les propos d'un ancien médecin référent de l'ONG Aide Médicale Internationale en Thaïlande, **le camp dispose d'infrastructures sanitaires et de dispensaires(11)**. Les activités curatives peuvent être assurées au sein du camp. En ce qui concerne l'équipe soignante, une part importante du travail médical est **assurée par des réfugiés recevant une formation par les ONG**. Toutefois, en cas d'opérations lourdes ou de cas de maladies non traitables, le patient est envoyé à l'hôpital général de Mae Sot qui est à 60 km du camp de Mae La. pour Des véhicules sont disponibles sur place transporter le malade et les routes sont en bon état.

9 Rapport de The Border Consortium (TBC), Mae La Camp Profile, Octobre 2019.

10 Site de l'ONG « Handicap International », programme « Gowing Together »

11 Rapport de l'ONG « Aide Médicale Internationale », 1er juin 2009.

12 Rapport de The Border Consortium (TBC), Mae La Camp Profile, Octobre 2019.

SÉCURITÉ

Une unité de **la Royal Thai Army** est stationnée près du camp pour assurer la sécurité externe du camp(13). Le ministère de l'Intérieur nomme un responsable sécurité du District Officer, autrement appelé « Palat »(14). Ce dernier est le référent des volontaires de la défense du territoire connus sous le nom d'« Or Sor », personnes employées et formées par le ministère pour assurer la sécurité cette fois-ci interne à Mae La.

SERVICE DE RAPATRIEMENT

Depuis la baisse des tensions, bien que relative, entre Karens et le pouvoir birman, un **service de rapatriement volontaire** est mis en place par le HCR et ses partenaires, le « Facilitated Voluntary Return » (FVR)(15). Comme le souligne Atsuko Furukawa, la coordinatrice du HCR au sein de la Tak province, **le rapatriement volontaire est une solution parmi d'autres pour améliorer les conditions de vie des migrants de Mae La(16).**

Le HCR travaille conjointement avec les gouvernements thaïlandais et birmans pour assurer les conditions d'un rapatriement sûr. Avant un possible retour, le HCR et ses partenaires procèdent à **des évaluations afin d'évaluer les installations disponibles et les conditions existantes en Birmanie.**

Des renseignements factuels et impartiaux sont communiqués à tous les réfugiés qui se sont inscrits pour retourner dans leur pays d'origine afin de les aider dans leur prise de décision. Au 30 juin 2019, un total de 154 personnes (38 familles) ayant vécu à Mae La sont retournées en Birmanie par le biais du programme FVR.(17)



13 Rapport du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Mae La Temporary Shelter, 30 juin 2019.

14 Rapport de The Border Consortium (TBC), Mae La Camp Profile, Octobre 2019.

15 Rapport du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Mae La Temporary Shelter, 30 juin 2019.

16 Harrison Jennifer, "After decades in Thailand, Myanmar refugees head home", HCR, 29 juillet 2019.

17 Rapport du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Mae La Temporary Shelter, 30 juin 2019.

ÉTUDIER LES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

BAISSE DES FINANCEMENTS INTERNATIONAUX

Les principaux bailleurs de fonds, dont la Norvège et la Suède, ont diminué progressivement le financement des camps au cours des dernières années, tandis que l'Union européenne a mis fin à l'aide alimentaire qu'elle avait mis en place dans cette région (18).

Selon les propos(19) de la secrétaire générale du Karen's Women Organisation, Naw Knyaw Paw, cette baisse des financements internationaux a, d'une part, **entraîné des coupes dans les rations alimentaires pour les personnes vivant au sein du camp**. D'autre part, elle tend à **diminuer l'offre des services déployés au sein du camp** et réduire les **possibilités d'épanouissement et d'avenir des habitants**.

LES PROBLÈMES LIÉS AU CONFINEMENT

Le placement prolongé des migrants birmans dans des camps a de nombreuses conséquences sur les premiers.

En effet, la grande partie des camps existent depuis plusieurs décennies (celui de Mae La depuis plus de 30

ans) du fait de la persévérance des conflits. **Ce contexte créé des conditions de vie de plus en plus instables au sein des camps, ajouté à cela une augmentation du nombre de migrants au sein des camps thaïlandais.**

De plus, la non possibilité de travailler pour les réfugiés tend à provoquer une **dépendance de ces populations aux distributions alimentaires hebdomadaires et à l'aide humanitaire fournie par les ONG internationales et les organisations communautaires**. Cette situation ne permet pas le développement de capacités et l'indépendance financière des réfugiés vivant au sein des camps.

En termes de solutions, **donner la liberté de travailler et de déplacements pour les personnes exilées au sein de la Thaïlande pourraient être des alternatives génératrices d'épanouissement et d'indépendance financière progressive pour cette population.**



(PHOTO BY PAULA BRONSTEIN/GETTY IMAGES)

18 Caroll Joshua, "Stress of return stalks Myanmar refugees in Thai border camps", Al Jazeera, 20 juin 2019.

19 Liam Phelan et Phill Thornton, "It's getting desperate: Situation worsens at Thai-Myanmar border", The Sydney Morning Herald, 30 août 2019.

20 Appel global Thaïlande du HCR 2010-2011.

LE RAPPORT DU HCR(20) DE 2011 LISTE QUELQUES EXEMPLES DE CONSÉQUENCES TOUJOURS VALABLES DE NOS JOURS



UNE **DÉPENDANCE** VIS-À-VIS DE L'ASSISTANCE ÉTRANGÈRE,



LE **DÉVELOPPEMENT** DE TROUBLES PSYCHOLOGIQUES



LA **DÉTÉRIORATION** DES DROITS HUMAINS AU SEIN DES CAMPS.

LES PROBLÈMES LIÉS À LA SITUATION PSYCHOLOGIQUE DES RÉFUGIÉS

L'inquiétude principale au sein du camp de Mae La est la hausse des tentatives de suicide(21).

Les causes sont multiples : **la pauvreté, la dépression due à l'incertitude du futur et la consommation de drogues et d'alcool.** En 2017, la moitié des actes de suicide ont concernés les femmes enceintes et les nouvelles mères(23).

Afin de prévenir ces tentatives et actes, le ministère de l'Intérieur thaïlandais a mis à disposition **des psychiatres ayant pour mission de conseiller les individus vulnérables vivant dans le camp et de faire un travail pédagogique et de prévention au sein du camp.**



Selon une étude de l'Organisation internationale pour les migrations(22) datant de juin 2017, publiée par Radio Free Asia), cette dernière révèle que le nombre de tentative a connu **une hausse depuis durant 2017 et que la tendance ne cesse d'augmenter.**

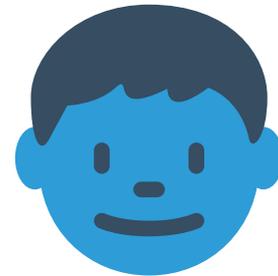
21 BATHA EMMA, "SUICIDE RATE "ALARMING" IN THAI CAMP FOR MYANMAR REFUGEES - STUDY", REUTERS, 19 JUIN 2017.

22 RADIO FREE ASIA, "SUICIDES HAVE SURGED AT THAI REFUGEE CAMP, UN STUDY SAYS" 21 JUIN 2017

23 "LOSING HOPE IN MAE LA", BBC NEWS, 3 JANVIER 2017.

PROBLÈME DE L'APATRIDIE DES JEUNES NÉS AU SEIN DU CAMP

La majorité d'entre eux sont **nés au sein du camp**. De ce fait, ces jeunes ne possèdent **pas de certificat de naissance et ne sont pas reconnus comme citoyen d'un Etat**. Par conséquent, ils se retrouvent **apatride** et vivent dans une situation instable dès la naissance jusqu'à ce que les autorités délivrent un possible titre de protection.



Presque la moitié (44.3%) de la population de Mae La a moins de 18 ans(24)

UNE EFFICACITÉ RELATIVE DE LA POLITIQUE DE RAPATRIEMENT

Selon les chiffres(25) annoncés par la secrétaire générale du Karen's Women Organisation, **seulement un millier de personnes ont été rapatriées volontairement par le HCR durant ces deux dernières années**

La difficulté réside dans le fait que les conditions ne sont pas totalement remplies pour assurer un retour des populations Karens exilées. D'une part, le conflit est toujours en cours entre les Karens et le pouvoir birman. D'autre part, la situation économique et sociale ne permet pas un retour : terrains minés et absence de travail, de logement et de service médical..

24 SITE DE L'ONG « HANDICAP INTERNATIONAL », PROGRAMME « GOWING TOGETHER »

25 LIAM PHELAN ET PHILL THORNTON, "IT'S GETTING DESPERATE": SITUATION WORSENS AT THAI-MYANMAR BORDER", THE SYDNEY MORNING HERALD, 30 AOÛT 2019.